

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Accord-cadre avec émission de bons de commandes, reconductible.

MAITRE DE L'OUVRAGE :

ETAT

**MINISTERE DES
ARMEES**

CONDUCTEUR D'OPERATION :

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
(SID SUD EST)

SERVICE EN CHARGE DU SUIVI DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS :

UNITE DE SOUTIEN DE L'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE (USID) DE
MONTPELLIER

*Représenté par le chef de la section exploitation de la maintenance
(SEM)*

Objet de l'accord-cadre :

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

**POUR LE DEBROUSSAILLAGE ET LES TRAVAUX FORESTIERS DES
EMPRISES DU MINISTERE DES ARMEES DANS LES DEPARTEMENTS
DU GARD (30) ET DE L'AVEYRON (12)**

Sommaire

1	Dispositions générales.....	5
1.1	Objet du marché.....	5
1.2	Objectifs du marché et obligations en résultant.....	5
1.3	Périmètre des prestations à réaliser.....	5
1.3.1	Périmètre géographique et modalités d'accès sur ces sites	5
2	Modalités et conditions générales d'exécution	6
2.1	Organisation du titulaire	6
2.1.1	Moyens humains	6
2.1.2	Moyens en outillage et matériel	6
2.1.3	Moyens de communication	6
2.2	Obligations du titulaire.....	6
2.2.1	Obligation de résultat – Généralités.....	6
2.2.2	Autres obligations contractuelles	7
3	Nature et consistance des prestations	7
3.1	Prestations de débroussaillage et travaux forestiers.....	7
3.1.1	Débroussaillage.....	7
3.1.2	Amené et repli des engins.....	9
3.1.3	Création de zone	9
3.1.4	Dessouchage.....	10
3.1.5	Abattage d'un arbre.....	10
3.1.6	Elagage.....	10
3.1.7	Désencombrement de fossé ou de cours d'eau.....	10
3.1.8	Evacuation des déchets verts.....	10
3.2	Création de piste et aires de pompage.....	10
3.2.1	Terrassement.....	10
3.2.2	Déroctage	11
3.2.3	Défoncé de sol	11
3.2.4	Mouvement de terre.....	11
3.2.5	Reprofilage des terrains	11
3.2.6	Création de fossé	11
3.2.7	Réfection et création de piste.....	11
3.2.8	Fourniture de granulats	11
3.2.9	Evacuation de déchets non dangereux.....	11
3.3	Fourniture de citerne.....	11

3.3.1	Fourniture de citerne.....	11
3.4	Etudes et plans.....	12
3.4.1	Etudes et plans.....	12
4	Réunion spécifique.....	12
5	Contrôle de l'exécution des prestations.....	12
5.1	Contrôle sur site.....	12
5.2	Autocontrôle.....	12
5.3	Déchets.....	12
6	Propreté et sécurité.....	13
6.1	Propreté des voies bituminées.....	13
6.2	Mesures de sécurité.....	14

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des sites.

Annexe 2 : Périmètre géographique.

Annexe 3 : Guide technique des équipements DFCI

Annexe 4 : Guide de Normalisation DFCI

Annexe 5 : Carte NATURA 2000 du GARD

Annexe 6 : Charte NATURA 2000 du Camp des garrigues

Annexe 7 : Etude Pyrotechnique du camp des garrigues

Annexe 8 : Plan de prévention des risques pyrotechniques du camp du Larzac

Annexe 9 : Audit DFCI du camp du Larzac

Termes et définitions

Dans ce cahier des clauses techniques particulières (CCTP), les définitions utilisées sont :

- **Acheteur** : Le donneur d'ordre, interlocuteur du titulaire et responsable de la coordination entre les différents intervenants non liés au titulaire (chefs d'établissements exploitants des installations).
- **Défaillance** : une installation est considérée comme défectueuse si une ou plusieurs des fonctions qu'elle doit remplir ne sont plus en mesure de réaliser les performances qui ont été réceptionnées. Un ralentissement des performances est une défaillance. Une livraison d'utilité à un débit nul ou à une valeur inférieure à sa production nominale est une défaillance.
- **Demande d'intervention** : exprimée par l'acheteur, la demande d'intervention s'adresse au titulaire dans le cadre de la maintenance corrective.
- **Exploitant** : le terme qui désigne le responsable d'exploitation des installations.
- **Exploitation** : actions d'utilisation des installations, aussi appelée conduite des installations.
- **Fournitures** : produits utilisés pour la réalisation des travaux de maintenance tels que les huiles, les graisses, les chiffons, les dégriffants, les baguettes de soudure, etc. Ces produits sont gérables c'est-à-dire qu'une prévision de consommation est possible.
- **GMAO** : Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur pour traiter l'ensemble des informations liées à ce marché.
- **Horaire normal** : les horaires normaux de travail dans les établissements sont définis en Annexe 1.
- **Inspection** : Interventions de réalisation des épreuves et visites réglementaires sur des installations soumises à réglementation, interventions effectuées par des organismes agréés.
- **Maintenance** : la notion de maintenance couvre la maintenance préventive et la maintenance corrective (palliative et curative).
- **Maintenance préventive** : ensemble d'interventions décrites et rédigées dans des gammes et plans de maintenance préventive :
 - o les gammes décrivent les opérations à effectuer,
 - o les plans de maintenance précisent la fréquence de chaque opération de maintenance, les procédures, les ressources et la durée nécessaires.
- **Maintenance corrective palliative ou dépannage** : interventions de remise à niveau d'une installation suite à une défaillance.
- **Maintenance corrective curative ou maintenance curative** : interventions de remise en état d'un ou des composants d'une installation sans que l'état de ce ou ces composants ne génère une défaillance de l'installation. La maintenance curative peut être déclenchée suite à des interventions de maintenance préventive ou à des interventions de dépannage effectuées en provisoire pour des raisons de rapidité.
- **« Proposition de progrès ou d'amélioration »**, cette expression couvre des idées d'actions permettant une réduction du coût global des interventions soit immédiatement soit selon un retour sur investissement.
- **Titulaire** : entreprise qui assure les travaux au titre du présent marché. S'il s'agit d'un groupement, le titulaire désigne le groupement représenté le cas échéant par son mandataire.

- **Utilisateur** : service chargé de l'exploitation des installations, dénommé également exploitant.
- **Immeuble** : ensemble immobilier bâti ou non bâti, d'un seul tenant.
- **Composant** : bien immobilier d'un type déterminé : bâti, aire aménagée, non construit.
- **Constituant** : élément constitutif d'un composant de type bâti ou aire aménagée (structure, clos et couvert, voirie...). Un constituant peut également être décomposé en composants de niveaux inférieurs. *Exemple pour le clos et couvert : charpente, toiture, façade.*
- **Maintien en condition** : ensemble des actions techniques, administratives et de management réalisées sur un bien durant son cycle de vie, destinées à le maintenir ou à le rétablir dans un état permettant d'accomplir la fonction requise selon un niveau de performance attendu et dans le respect des normes en vigueur. Les opérations de maintien en condition ne modifient pas de façon significative l'existant. Les contrôles et vérifications périodiques obligatoires font partie du maintien en condition.
- **Maintien en condition opérationnel (MCO)** : ensemble des actions de maintenance relatives à des installations et constituants techniques dont la défaillance est de nature à présenter un impact sur la disponibilité opérationnelle de la défense. Les opérations de MCO sont limitées à un montant unitaire de 500k€.
- **Maintien en condition initial (MCI)** : ensemble des actions de maintenance qui ne relèvent pas du MCO. Les opérations de MCI sont limitées à un montant unitaire de 500k€.

1 Dispositions générales

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) concernent des prestations de débroussaillage, réfection et création de piste, création ou réfection d'aire de pompage, fourniture de citernes et études-plans nécessaire aux éléments décrits.

Sont comprises également des prestations connexes en lien avec les prestations objet du présent marché. Il s'agit notamment de conseil, d'assistance, de la gestion de la documentation technique.

1.2 Objectifs du marché et obligations en résultant

Les objectifs de l'acheteur sont :

- de maintenir en état les espaces concernés ;

Le présent accord-cadre est un marché à **obligation de résultat**.

Le titulaire est donc tenu de respecter les dispositions suivantes :

- disposer de moyens d'intervention flexibles et des compétences adaptés aux besoins pour les prestations ;
- respecter la sécurité des personnes et des biens, le code du travail et tenir compte de la protection de l'environnement.

1.3 Périmètre des prestations à réaliser

Le périmètre géographique du présent marché est donné en annexe 2 du CCTP.

1.3.1 Périmètre géographique et modalités d'accès sur ces sites

Les sites concernés par le présent marché sont ceux appartenant à la Base de Défense de Nîmes-Laudun-Larzac.

Ils sont répartis sur les départements du Gard et de l'Aveyron et sont présentés en annexe 1 du CCTP.

Les contraintes d'accès sont définies à l'article 1.5.3 du CCAP.

Les horaires de travail normaux des sites sont indiqués dans l'annexe 1 du présent CCTP.

2 Modalités et conditions générales d'exécution

2.1 Organisation du titulaire

2.1.1 Moyens humains

Le personnel délégué sur site qui assure les prestations doit disposer des habilitations, des compétences et des formations techniques requises pour assurer toutes les interventions dont il a la charge.

Ce personnel a une parfaite connaissance des lieux et est capable de se rendre à tout moment et dans les délais contractuels là où une intervention s'avère nécessaire.

Ce personnel a les compétences pour établir les premiers éléments de diagnostic et est capable, éventuellement de faire intervenir des agents qualifiés indispensables non présents sur le site (sous-traitants et astreintes) mais ayant une connaissance préalable des installations du site.

2.1.2 Moyens en outillage et matériel

L'outillage spécifique aux matériels et espaces entretenus est à la charge du titulaire qui en assure l'entretien. Le titulaire s'engage à fournir à son personnel tous les moyens en outillage et en matériel dont il a besoin pendant ses interventions.

Le titulaire reste seul juge des produits, matériels et techniques utilisés. De plus, le titulaire reste responsable de toutes détériorations qui surviendraient à la suite de leur utilisation.

L'acheteur ne prête aucun matériel ou outillage.

2.1.3 Moyens de communication

Le titulaire met en place, pour son personnel, un système de communication permettant aux personnes désignées par l'acheteur de joindre :

- son responsable de marché ou son remplaçant en cas d'absence de celui-ci, pendant l'horaire normal ;

Le titulaire fait son affaire de la maintenance ou du remplacement de ses matériels de communication.

2.2 Obligations du titulaire

Il est rappelé que le présent contrat est à **obligation de résultat**, celle-ci est complétée par des obligations contractuelles listées dans le présent CCTP et ses annexes.

2.2.1 Obligation de résultat – Généralités

2.2.1.1 Sécurité de fonctionnement des équipements

Après une quelconque intervention, le titulaire s'engage, expressément et sous sa responsabilité, à remettre à la disposition des usagers des équipements offrant toutes les garanties de bon fonctionnement et de sécurité. Au cas où, pour quelque cause que ce soit, ces garanties ne pourraient être obtenues, le titulaire en avise l'utilisateur ainsi que l'acheteur,

et prend, à sa charge, toutes dispositions nécessaires pour condamner l'utilisation de l'équipement afin d'éviter tout risque d'accident. L'arrêt du service de l'équipement est porté à la connaissance des usagers, par des pancartes placées en évidence. Le titulaire prend aussi toutes les dispositions nécessaires par voie d'affiche, barrière ou tout autre dispositif de sécurité, pour interdire l'utilisation voire l'accès de l'équipement. Le titulaire doit informer sans retard l'acheteur de toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité. Ces informations sont mentionnées dans le carnet de maintenance et confirmées par courrier à l'acheteur.

2.2.1.2 Continuité de service

Sans objet.

2.2.2 Autres obligations contractuelles

En cas d'inexécution des obligations contractuelles du présent article, l'acheteur demande au titulaire d'indiquer les conditions qui l'ont empêchées d'atteindre ses obligations. Ce dernier doit alors en apporter toutes les preuves.

Les obligations contractuelles sont listées ci-après.

2.2.2.1 Respect du volume d'heure pour la maintenance et l'entretien

Le titulaire s'engage dans son mémoire technique à l'exécution d'un volume d'heures minimum durant lequel ses personnels exécutent les prestations. **Le titulaire comptabilise mensuellement ces heures et les transmet à l'acheteur** par mail et par courrier. Un bilan annuel des heures consacrées aux prestations est indiqué dans le rapport d'activité.

En l'absence d'éléments transmis par le titulaire (nombre d'heures), l'acheteur considère qu'aucune heure n'a été exécutée au titre de la prestation.

Le titulaire ne peut pas comptabiliser dans ces heures les temps de trajet.

2.2.2.2 Conseil et assistance à l'acheteur

Le titulaire s'engage à assister l'acheteur, notamment sur les points suivants :

- Assistance technique ;

2.2.2.3 Mise en place d'une GMAO

Sans objet

3 Nature et consistance des prestations

3.1 Prestations de débroussaillage et travaux forestiers

3.1.1 Débroussaillage

Il s'agit d'opérations débroussaillage ras-de-terre, manuel ou mécanisé sur une zone faisant l'objet d'un entretien régulier (coupes feux, bas -côté de chemin...)

Détermination de la typologie de la zone à traiter :

- densité d'arbres
- type de traitement

La détermination de la densité d'arbres à l'hectare est déterminée de la manière suivante :

- densité faible : 0 à 280 tiges par hectare
- densité moyenne : 281 à 1100 tiges par hectare
- densité élevée : plus de 1100 tiges à l'hectare

Un arbre est pris en compte pour l'évaluation de la densité à compter d'une hauteur de trois mètres.

La déclivité détermine de manière générale le type de traitement comme suit :

- déclivité inférieure à 30% : traitement mécanisé ;
- déclivité supérieure à 30% : traitement manuel

Localement une partie de la zone à traiter peut présenter des difficultés (pierres, rochers aveine...) qui nécessitent un traitement manuel alors que la déclivité est inférieure à 30%.

Traitement mécanisé : travaux effectués avec un engin (tracteur-gyro-broyeur...) et du personnel à pied équipé d'outils portatifs. Le travail du personnel à pied représente une part variable de la surface des travaux (selon la densité d'arbres) en finition après traitement mécanique et/ou en préparation avant du passage du broyeur.

Traitement manuel : travaux effectués entièrement par du personnel équipé d'outils portatifs.

Les prestations consisteront à :

- couper ras-de-terre et la destruction de toute végétation herbacée ou arbustive sauf consignes particulières données par une personne du service infrastructure de la défense ;
- réaliser deux glacis de 2 mètres ou toute végétation sera éliminée, situés de part et d'autre des chaussées ou des pistes qui sont dans la zone objet des prestations ;
- réaliser deux glacis de 2 mètres chacun situé de part et d'autre des glacis mentionnés supra, ou toute végétation sera éliminée à l'exception d'arbres devant être conservés conformément aux indications d'une personne du service d'infrastructure de la défense. Ces arbres feront l'objet de toutes les branches situées à moins de 4 mètre du sol, les branches conservées devront avoir une longueur de 4 mètre maximum ;
- éliminer tous les arbres morts, dépérissant ou dangereux ainsi que les arbres désignés par le maître d'ouvrage ;
- mettre à distance systématique et à minimum de 5 mètre les uns des autres des houppiers des arbres gardés en réserve. Le maître d'ouvrage pourra selon les caractéristiques du chantier demander des espacements plus ou moins importants selon la nature des peuplements forestiers ou exiger la suppression totale d'une essence en particulier (Résineux...);

- élaguer pour création des discontinuités verticales, jusqu'à 2.5 mètre pour les arbres de plus de 4 mètres, et sur les 2/3 de leur hauteur pour les arbres de moins de 4 mètres. Coupes nettes avec respect du bourrelet cicatriciel ;
- détruire par broyage mécanique ou manuel sur le lieu d'exécution des prestations l'ensemble des végétaux ligneux bas, de la strate herbacée ou des rémanents issus de coupe ou d'élagage. Les résidus de broyage ne sont pas à évacuer, ni à être entreposés en tas ou déposés sur les ouvrages (chemins, fossés...) ;
- façonner systématiquement les bois feuillus d'un diamètre supérieur à 7 cm dans les règles de l'art en morceau de 1 mètre puis les stocker et les ranger sur des places à dépôt qui seront désignées par une personne du service d'infrastructure de la défense ;
- façonner systématiquement les bois résineux d'un diamètre supérieur à 10 cm dans les règles de l'art en morceaux de 2.2 mètres puis les stocker et les ranger sur des places à dépôt qui seront désignées par une personne du service d'infrastructure de la défense, sans mélange avec les bois feuillus ;
- retirer et évacuer en centre spécialisé les végétaux de toute nature, vivaces ou morts, des lits de cours d'eau ou de fossés ainsi que 2 bandes de 5 mètres de large situées de part et d'autre.

Des consignes particulières faisant varier la nature des prestations décrites supra sans en augmenter le montant peuvent être données par une personne du service d'infrastructure de la défense.

3.1.2 Amené et repli des engins

Amenée et repli « équipe, matériels et engins » déblais, drains (déplacement, mobilisation des moyens et des hommes, préparation et installation de/des équipes(s), des matériels et des engins pour couvrir la prise en charge de multiples demandes de travaux concernant la réalisation :

- de terrassement (déblais, drains, fouilles, tranchées, pose de fourreaux, purges et reprofilage) ;
- de voiries (création de chaussée, de plateforme, couche de forme dont parking) ;
- de fossé, de chemin de ronde ;
- d'installation de glissières ;
- de pose de signalisation verticale ;
- de dépose ou démontage d'installation.

3.1.3 Création de zone

Il s'agit d'opérations de débroussaillage ras de terre, manuel ou mécanisé, sur une zone ne faisant pas l'objet d'un entretien régulier (forêt, zone broussailleuse...)

Les prestations consisteront à effectuer les mêmes opérations que lors d'un débroussaillage. La densité d'arbres après prestation variera entre 0 et 280 tiges par hectare, quelle que soit la densité initiale. Des consignes particulières seront données par une personne du service d'infrastructure de la défense (arbres à conserver, densité finale...). Ces consignes faisant varier

la nature des prestations décrites supra sans en augmenter le montant peuvent être donnée par une personne du service d'infrastructure de la défense.

3.1.4 Dessouchage

Il s'agit de retirer et d'évacuer en centre spécialisé une souche. Le trou formé par le retrait de la souche peut être comblé par du matériau situé à proximité si une personne du service d'infrastructure de la défense le demande.

On déterminera deux diamètres pour l'évaluation des prestations :

- dessouchage-diamètre inférieur à 50 cm ;
- dessouchage-diamètre supérieur à 50 cm.

3.1.5 Abattage d'un arbre

Il s'agit de couper un arbre à une hauteur déterminée par une personne du service d'infrastructure de la défense et de l'évacuer en centre spécialisé.

On déterminera deux diamètres différents pour l'évaluation des prestations :

- abattage d'arbre-diamètre inférieur à 50cm à 1.3 du sol ;
- abattage d'arbre-diamètre supérieur à 50cm à 1.3 du sol.

3.1.6 Elagage

Il s'agit de couper les branches d'un arbre jusqu'à une hauteur déterminée par une personne du service d'infrastructure de la défense et de les évacuer dans un centre spécialisé

3.1.7 Désencombrement de fossé ou de cours d'eau

Il s'agit de retirer et d'évacuer en centre spécialisé les végétaux de toutes nature, vivaces ou morts, des lits des cours d'eau ou de fossés ainsi que 2 bandes de 5 mètre de large situées de part et d'autre.

Les végétaux morts (tronc, branches...) et transportés par le cours d'eau sont inclus dans la prestation.

Des consignes particulières ne faisant pas varier le montant de la prestation peuvent être données par une personne du service d'infrastructure de la défense.

3.1.8 Evacuation des déchets verts

Il s'agit d'évacuer en centre spécialisé les déchets verts déposés au sol. Ces déchets peuvent provenir de travaux de toute nature et dont le titulaire n'est pas forcément à l'origine.

3.2 Création de piste et aires de pompage

3.2.1 Terrassement

Terrassement-fouille en tranchée, en trou à l'engin mécanique de type pelle hydraulique compris traçage, terre mise en dépôt sur place ou chargée sur camion pour évacuation, mise en profil des remblais

Terrassement- décapage de terre végétale jusqu' 30 cm d'épaisseur en moyenne à l'engin mécanique avec mise en dépôt sur l'emprise du terrain ou chargé sur camion pour évacuation.

3.2.2 Déroctage

Déroctage-utilisation de brise roche hydraulique ou équipement mécanique

3.2.3 Défonce de sol

Défonce de sol pente du terrain jusqu'à 30% compris dessouchage et mise en tas des racines et des pierres. Essartage si autorisation. En cas d'enlèvement des déchets sujétion à reprendre en complément

3.2.4 Mouvement de terre

Mouvement de terre ou de déblais (toute nature)

Reprise de déblai de fouilles sur chantier à l'engin mécanique et chargement sur camion.

3.2.5 Reprofilage des terrains

Réglage mécanique de terre, sable, graviers, cailloux au m2

Reprofilage-dont reprise nivellement de terrain (mise à plat)

3.2.6 Création de fossé

Fouille en excavation exécutée mécaniquement et déblais pour création de fossé avec talus dont terrassement-réglage, profilage. Profondeur minimale du fossé : 1m

3.2.7 Réfection et création de piste

Réfection et création de piste (largeur à définir selon annexe du CCTP) tout ou partie réalisé manuellement ou mécaniquement y compris fourniture de matériaux, compactage/ prise en compte longueur de travaux cumulée

3.2.8 Fourniture de granulats

Fourniture et mise en œuvre de granulats selon le type de prestation à réaliser :

- granulats pour réfection de piste
- granulats pour couche de forme piste ou aire de pompage
- granulats drainant pour création ou réfection d'aire de pompage

3.2.9 Evacuation de déchets non dangereux

Evacuation des déchets non dangereux et mise en décharge (déchets en mélange, inertes sales, déchets ultimes)

3.3 Fourniture de citerne

3.3.1 Fourniture de citerne

Fourniture et pose de citerne DFCL de 30 m3 ainsi que la signalétique réglementaire définie dans les annexes du CCTP.

3.4 Etudes et plans

3.4.1 Etudes et plans

L'entreprise devra réaliser toutes les études et plans nécessaires à la mise en place des équipements, voies, pistes décrits dans le présent CCTP et ses annexes.

4 Réunion spécifique

En cas de nécessité, des réunions spécifiques sont organisées avec un préavis de 8 jours, à l'initiative de l'acheteur ou du titulaire. Le lieu de la réunion est défini entre les parties en fonction des cas rencontrés. Le titulaire rédige le compte rendu de chaque réunion qu'il transmet sous 8 jours à l'acheteur.

5 Contrôle de l'exécution des prestations

5.1 Contrôle sur site

Le contrôle peut être effectué par des visites aléatoires sur le terrain pour contrôler les délais, la qualité et les procédures et par une enquête de satisfaction auprès des occupants. L'acheteur peut à tout moment procéder ou faire procéder à toutes vérifications utiles et faire contrôler, par une société ou un organisme extérieur, les prestations concernées par le présent marché. Le titulaire s'engage à être représenté lors de ces visites réalisées à la demande de l'acheteur. Ces contrôles et vérifications ne dégagent en rien la responsabilité du titulaire qui demeure pleine et entière.

5.2 Autocontrôle

Pour chacune des prestations réalisées par le titulaire, celui-ci s'assure que la prestation a été réalisée conformément aux exigences du marché, dans les délais imposés et que la qualité des prestations est conforme à la commande.

5.3 Déchets

Le titulaire prend toutes les mesures nécessaires pour éviter les pollutions croisées. Il respecte les cahiers des charges des différentes filières de valorisation ou d'élimination apportant les précisions concernant les modalités de dépose, de collecte séparée et de transport de ces déchets.

Conformément au Code de l'environnement, le titulaire du marché caractérise les déchets selon leur nature (dangereux / non dangereux inerte / non dangereux non inerte) avant tout transfert vers un exutoire intermédiaire ou final.

Conformément au Code de l'environnement qui prévoit la mise en œuvre d'une hiérarchie des modes de traitement des déchets, le titulaire de l'accord-cadre identifie les différentes possibilités de traitement pour chaque type de déchet dans l'ordre suivant :

- en priorité : le réemploi ;
- puis : la réutilisation ;
- ensuite : le recyclage ;

- ensuite : toute autre valorisation (et notamment la valorisation énergétique);
- en dernier recours : l'élimination (déchet dit ultime).

Afin d'assurer la traçabilité réglementaire des déchets issus du présent marché, la dématérialisation des bordereaux de suivi des déchets issus du présent marché, qu'ils soient dangereux, polluants organiques persistants ou non dangereux, est assurée via l'utilisation de l'outil numérique gratuit « **Trackdéchets** » (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>), développé par le Ministère de la Transition Ecologique.

Le Titulaire s'assure de la création des bordereaux de suivi de déchets (BSD) via Trackdéchets. Ces BSD sont créés soit par le Titulaire, soit par le transporteur.

Le Titulaire s'assure que les BSD sont générés à minima cinq (5) jours avant l'enlèvement des déchets. Dès création du document, le Titulaire en informe par courriel l'Acheteur (=producteur).

Les entreprises de transport, collecte et traitement des déchets non dangereux, intervenant au profit du Titulaire, sont obligatoirement inscrites sur Trackdéchets.

Les informations relatives à l'Acheteur (=producteur) sont les suivantes :

SIRET : 13000190200274

ESID de Lyon

BP97423

69347 Lyon Cedex 07

(Adresse mail fonctionnelle : usid-montpellier-bsd.trait.fct@intrdef.gouv.fr)

Les informations relatives au marché sont les suivantes :

USID MONTPELLIER

MAINTENANCE PREVENTIVE ETCORRECTIVE DES ESPACES VERTS ET DFCI
DE LA BDD DE NÎMES-LAUDUN-LARZAC
POUR LES DEPARTEMENT DU GARD ET DE L'AVEYRON

Les BSD et BSDA sont nommés selon le modèle suivant : « USID MONTPELLIER-code immeuble-n° du chantier »

L'Acheteur transmet au Titulaire les codes et numéros concernés lors de la première réunion après notification du marché. Lorsque les BSD sont créés par le transporteur, le Titulaire fait sien de fournir à celui-ci les informations relatives aux déchets (codes, quantités estimées, n° de certificat d'acceptation préalable, etc...). En cas de manquement, le Titulaire encourt les pénalités prévues à l'article 13 du CCAP.

6 Propreté et sécurité

6.1 Propreté des voies bituminées

Le titulaire utilisera les voies bituminées publiques ou du domaine militaire pour ses déplacements. Dans tous les cas il prendra les dispositions nécessaires pour éviter le

décrochage des pneus de ses véhicules sur ces voies. En cas de manquement il lui reviendra de prendre les dispositions suivantes :

- Mise en place immédiate de la signalisation adéquate
- Nettoyage de la chaussée sous 24h

6.2 Mesures de sécurité

L'exécution des prestations en bordure de chemin entraînera la fermeture de celui-ci à la circulation. Le titulaire mettra en place une signalisation adaptée à chaque extrémité de la zone de travail ainsi que sur les axes y conduisant. Cette signalisation indiquera que la voie est barrée.

La nature des activités conduites sur le camp des Garrigues induit un risque pyrotechnique. Le titulaire devra se conformer aux consignes strictes du PC tirs dans ses déplacements et du plan de prévention en cas de découverte fortuite d'une munition explosive.

La circulation sur les emprises se fait conformément au code de la route et à la signalisation, particulièrement pour le respect des vitesses maximales autorisées.

Les opérations de chargement-déchargement nécessitant un moyen de levage se feront sous la responsabilité de l'opérateur. Le personnel de conduite devra détenir la qualification requise (FIMO, CACES...) pour utiliser le moyen de levage et le moyen de transport.

Le titulaire devra prendre pour toutes les prestations à exécuter dans un lieu isolé les mesures nécessaires pour que aucun salarié de son entreprise, de ses sous-traitants ou fournisseur ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru dans les plus brefs délais en cas d'accident.

Lors des opérations effectuées manuellement au moyen d'outillage portatif (tronçonneuse, débroussailleuse...) le personnel sera équipé des moyens de protections individuelles et collectifs adaptés.

Dressé par :

Mention manuscrite

« Lu et accepté »

Date et cachet du titulaire,

Signature et qualité du signataire